自由中国运动 · Free China Movement

T010 | Un choix historique peut-il décider de façon permanente pour les générations futures ?

MYTHS T010 · v1.0 | 2026-11-22

© 2026 Free China Movement

https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/myths-t010-historical-choice-future-generations-fr/

contact@freechina.live

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

L'affirmation, exposée loyalement

L'argument se présente ainsi. Le système des partis politiques de la Chine n'a pas été imposé de l'extérieur et n'a pas été choisi par un seul homme ou un seul parti. Il est né de l'histoire propre de la Chine : après la révolution de 1911, la Chine a essayé la politique parlementaire et la compétition multipartite de type occidental, et l'expérience s'est effondrée dans le chaos. Le Parti communiste chinois (PCC) a ensuite conduit la révolution, gagné l'indépendance nationale et, en avril 1948, appelé à une conférence consultative politique et à un gouvernement de coalition démocratique. Les autres partis politiques et les personnalités non affiliées éminentes ont répondu à cet appel et accepté la direction du PCC. Le système a pris forme, a été inscrit dans la Constitution et a été mis à l'épreuve et amélioré depuis lors. Le livre blanc énonce la conclusion plainement :

> *« Le rôle dirigeant du PCC dans le pays a été confirmé et consolidé au cours de la révolution, du développement économique et de la réforme de la Chine. C'est le choix de l'histoire et du peuple. »*

Si cela est vrai — si l'histoire elle-même a choisi, et si le peuple a choisi — alors la décision porte un poids particulier. Un choix fait par l'histoire n'est pas comme un choix fait par un parlement mardi dernier. Il ne peut pas être défait à la légère, et chaque nouvelle génération en hérite comme elle hérite de sa langue ou de ses frontières. La Constitution renforce cette lecture :

> *« La Constitution de la République populaire de Chine stipule : "Le système de coopération multipartite et de consultation politique sous la direction du Parti communiste chinois se poursuivra et se développera longtemps dans l'avenir." »*

« Longtemps dans l'avenir » sonne presque comme permanent. Et le récit des origines du livre blanc l'appuie : le système « a germé sur le sol chinois et a évolué au fil du temps sur la base de l'héritage historique, des

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

traditions culturelles et du développement économique et social de la Chine ». Un système enraciné aussi profondément, poursuit l'argument, n'est pas une politique à réexaminer à chaque élection. C'est un règlement — et les règlements faits par l'histoire lient l'avenir.

C'est un argument sérieux, qui mérite une réponse sérieuse plutôt qu'un rejet. La question n'est pas de savoir si ces événements ont eu lieu. La question est de savoir ce qu'ils peuvent prouver — et, plus précisément, si un choix fait par une génération peut décider, de façon permanente, pour des générations qui n'ont pris aucune part à sa fabrication.

Ce que « l'histoire a choisi » signifie réellement

Le premier problème est que « le choix de l'histoire » est une métaphore, et que les métaphores ne votent pas. Quand nous disons que l'histoire a choisi quelque chose, nous voulons dire que des personnes particulières, dans des circonstances particulières, ont pris des décisions particulières, et que les événements ultérieurs ne les ont pas renversées. Cela décrit ce qui s'est produit ; ce n'est pas un verdict selon lequel cela doit continuer à se produire.

Considérons la chronologie propre du livre blanc. Le système « a commencé pendant la révolution démocratique (1840-1949) », a pris forme lors des consultations politiques de 1948-1949, puis a continué à changer : en 1989, le Comité central du PCC a formulé des avis sur le maintien et l'amélioration du système ; « en 1993, il a été inscrit dans la Constitution que le système de coopération multipartite et de consultation politique sous la direction du Parti communiste chinois se poursuivra et se développera longtemps dans l'avenir, fournissant une base constitutionnelle au système » ; en 2005, une nouvelle directive a été publiée ; et depuis 2012, le système a été développé davantage « dans la nouvelle ère du socialisme chinois ». Ce que cela concède : le système n'a pas été fixé une fois pour toutes en 1949. Si une génération peut le développer, une autre peut en principe le reconsidérer — le livre blanc

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

lui-même traite le système comme quelque chose qui « a évolué au fil du temps », et l'évolution ne s'arrête pas à une date de notre choix.

Qui a choisi — et qui n'a pas choisi

Le deuxième problème concerne ceux qui ont fait le choix. Le livre blanc rapporte qu'en avril 1948, le PCC a appelé à une conférence consultative politique, que « l'appel a reçu un fort soutien des autres partis politiques, des non-affiliés et de tous les secteurs de la société », et que « cela a marqué le point où tous ces partis politiques non-PCC et ces non-affiliés ont accepté la direction du PCC ».

C'est un fait historique authentique à propos de 1948. Mais les personnes qui ont accepté la direction du PCC en 1948 ne sont plus en vie. Les citoyens chinois d'aujourd'hui — l'immense majorité née des décennies après 1949 — n'ont jamais pris part à cette acceptation. Ils en ont hérité le résultat. Un héritage n'est pas un choix.

C'est le cœur de la question : le consentement d'une génération peut-il lier la suivante ? Dans la vie ordinaire, la réponse est non. Un contrat signé par un grand-parent ne lie pas un petit-enfant. Une constitution adoptée par une génération est normalement comprise comme liant la génération suivante uniquement parce que la génération suivante conserve le pouvoir de l'amender — la force contraignante s'accompagne d'une issue, si difficile soit-elle.

L'argument du livre blanc traite 1948 comme un moment fondateur dont l'autorité s'étend vers l'avant sans limite. Mais les moments fondateurs tirent leur autorité de deux manières : du consentement de ceux qui étaient là, et du consentement continu de ceux qui vivent sous eux. Le premier est historique. Le second doit être renouvelé — et le renouvellement exige un mécanisme.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

« Longtemps dans l'avenir » ne signifie pas « pour toujours »

La formule constitutionnelle mérite une attention particulière, car c'est le soutien le plus fort en faveur de la permanence. « Se poursuivra et se développera longtemps dans l'avenir » est une déclaration d'intention et d'attente, et non une loi de la nature. Les constitutions sont amendées — la Constitution chinoise elle-même a été amendée à plusieurs reprises, y compris par l'amendement de 1993 qui a ajouté cette disposition même. Une disposition insérée par amendement en 1993 peut, en logique comme en droit, être amendée à nouveau. Le livre blanc lui-même rapporte que le système a été « inscrit dans la Constitution » en 1993 — ce qui signifie qu'avant 1993, il n'y était pas, et que son statut constitutionnel est le produit d'une décision, et non un donné intemporel.

Il y a aussi une distinction importante entre la poursuite d'un système et son caractère incontestable. « Se poursuivre et se développer » est un langage de développement, et non de gel. Un défenseur du système pourrait raisonnablement dire qu'il a mérité sa continuation en fonctionnant bien et en s'adaptant — une affirmation sur le présent, ouverte aux preuves et à l'argumentation aujourd'hui. C'est une affirmation très différente de celle qui dit que le système doit se poursuivre parce que l'histoire en a décidé ainsi en 1948. La première argumentation invite les citoyens d'aujourd'hui à juger ; la seconde leur dit que leur jugement n'a pas d'importance.

Le test : le mandat est-il révocable ?

La limite de l'argument pour cet essai est la relation entre le soutien historique et le mandat révocable d'aujourd'hui. Voici donc le test.

Un choix historique peut façonner l'avenir — aucune société ne repart de zéro chaque matin. Mais il ne peut pas décider de façon permanente pour les générations futures, à moins que ces générations conservent un moyen réel et pratique de le réexaminer. C'est ce qui fait d'un mandat un mandat plutôt qu'un destin : les gouvernés peuvent le retirer.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

Appliquons ce test honnêtement. Le livre blanc montre que le système a été choisi par des personnes identifiables en 1948 et développé par des décisions identifiables en 1989, 1993, 2005 et après 2012. Ce qu'il ne montre pas — parce que ce n'est pas une question que le livre blanc pose — c'est quel mécanisme les citoyens d'aujourd'hui ont pour retirer ce mandat s'ils concluaient que le système ne les sert plus. Les huit partis non-PCC, dit le livre blanc, participent à la gouvernance de l'État mais ne concourent pas pour le pouvoir de gouverner ; l'article CCE connexe sur les partis d'opposition note le même point, à savoir que, selon le récit propre du gouvernement, ces partis « ne sont pas des partis hors du pouvoir ni des partis d'opposition ». Un système dans lequel aucun parti ne peut être écarté de la direction par le vote est un système dans lequel le choix de 1948 est, en pratique, traité comme permanent — non pas parce que l'histoire l'a rendu tel, mais parce qu'aucun mécanisme actuel n'existe pour le défaire.

C'est la distinction que cet essai demande aux lecteurs de retenir. Il y a une réelle différence entre « nos grands-parents ont choisi cela, et nous avons de bonnes raisons de le conserver » et « nos grands-parents ont choisi cela, et par conséquent nous ne pouvons pas choisir autrement ». La première est une argumentation vivante qui doit être défendue par des preuves sur la manière dont le système fonctionne aujourd'hui. La seconde est un argument tiré du passé qui, s'il est accepté, met fin à l'argumentation elle-même.

L'histoire peut expliquer pourquoi une institution existe et pourquoi elle a autrefois recueilli un large soutien. Ce qu'elle ne peut pas faire, c'est consentir au nom de personnes qui n'étaient pas là. Le choix de l'histoire, s'il doit rester un choix et non devenir une chaîne, doit pouvoir être refait par chaque génération qui vit sous lui.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

Questions à retenir

1. Si l'acceptation de 1948 par les partis non-PCC est le consentement fondateur, qu'est-ce qui compterait aujourd'hui comme un acte de consentement équivalent de la part des citoyens d'aujourd'hui ?
2. Le système a été révisé en 1989, 1993, 2005 et après 2012. Qui a décidé ces révisions, et par quel processus une révision future pourrait-elle aller dans une direction différente ?
3. Le livre blanc dit que le système le mieux adapté à un pays « est déterminé par son histoire, ses traditions et ses réalités ». Comment les réalités d'aujourd'hui — très différentes de celles de 1948 — devraient-elles peser face à l'histoire ?

Lecture CCE connexe (renvoi)

- **CCE-114, « Que signifie l'existence de partis d'opposition pour la santé politique ? »** — traite du même livre blanc de 2021 et du statut officiel des huit « partis démocratiques » en tant que partis participants plutôt que partis d'opposition : https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/en-cce-114-opposition-parties-political-health/ (vérifié en ligne le 2026-11-20). Cet essai le cite ; il ne duplique pas son contenu.

Sources

- **Source E (principale) :** Bureau d'information du Conseil des affaires d'État, *China's Political Party System: Cooperation and Consultation*, livre blanc, juin 2021. Texte intégral en anglais vérifié sur le miroir de l'ambassade de Chine au Zimbabwe du texte officiel (https://zw.china-embassy.gov.cn/eng/zgjj/202112/t20211216_10470539.htm) et recoupé avec le site anglais du Bureau d'information du Conseil des affaires d'État (http://english.scio.gov.cn/m/whitepapers/2021-06/25/content_77587473.htm). Toutes les citations ci-dessous ont été vérifiées mot à mot par rapport à ce texte.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

- CCE-114, « Que signifie l'existence de partis d'opposition pour la santé politique ? » (FreeChina.live, v1.0, 2026-10-21), vérifié en ligne le 2026-11-20.

Citations vérifiées (mot à mot par rapport à l'original)

N°	Citation telle qu'utilisée	Emplacement dans la source E
1	« Le système le mieux adapté à un pays est déterminé par son histoire, ses traditions et ses réalités. »	Préambule
2	« La Constitution de la République populaire de Chine stipule : "Le système de coopération multipartite et de consultation politique sous la direction du Parti communiste chinois se poursuivra et se développera longtemps dans l'avenir." »	Préambule
3	« Le rôle dirigeant du PCC dans le pays a été confirmé et consolidé au cours de la révolution, du développement économique et de la réforme de la Chine. C'est le choix de l'histoire et du peuple. »	Section I, « China's Political Parties »
4	« Il a germé sur le sol chinois et a évolué au fil du temps sur la base de l'héritage historique, des traditions culturelles et du développement	Section II, « A Unique Political Creation »

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

	économique et social de la Chine. »	
5	« Cela a marqué le point où tous ces partis politiques non-PCC et ces non-affiliés ont accepté la direction du PCC. »	Section II
6	« En 1993, il a été inscrit dans la Constitution que le système de coopération multipartite et de consultation politique sous la direction du Parti communiste chinois se poursuivra et se développera longtemps dans l'avenir, fournissant une base constitutionnelle au système. »	Section II

Toutes les autres précisions historiques de l'essai (l'instabilité parlementaire de 1912-1928 ; l'appel d'avril 1948 ; les avis de 1989 ; la directive de 2005) sont des paraphrases du même texte vérifié du livre blanc. Aucune autre affirmation factuelle n'est faite.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live